



REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE
DE LA PASSATION DES MARCHES CONCLUS PAR
LE GROUPE IV AU TITRE DE LA GESTION 2013**

**Société des Infrastructures de Réparation Navale
(SIRN)**

**VERSION FINALE
JUILLET 2015**

**PRESENTE PAR:
LE GROUPEMENT GMS/ SSPM**



Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc
Imm Moustapha, 2ème étage à gauche
Tel : Bur : 33 867 68 00 / 33 867 68 02
Fax: 33 867 68 01 - BP. 9048 Dakar Peytavin
E-Mail : gmac@orange.sn



✉ 1109 Liberté 1, Dakar BP 23967 Dakar Ponty
☎ (+221) 33 864 06 66 / (221) 77 630 72 97
E-mail sspm@sspm.sn

SOMMAIRE

SYNTHESE DE NOS TRAVAUX.....	6
1.1. CONTEXTE DE LA MISSION	15
1.2. OBJECTIF DE LA MISSION ET ETENDUE DES TRAVAUX A EFFECTUER	15
2. ENVIRONNEMENT DES MARCHÉS PUBLICS	16
2.1. LE CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE	16
2.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES	17
2.2.1. <i>La Cellule de Passation des Marchés (CPM)</i>	17
2.2.2. <i>La Commission des Marchés</i>	18
2.3. LES ORGANES DE CONTROLE ET DE REGULATION	18
2.3.1. La Direction Centrale des Marchés publics (DCMP)	18
2.3.2. <i>L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)</i>	18
2.4. LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES	19
2.5. LES MODES DE PASSATION DES MARCHES	19
3. SYNTHESE DE LA REVUE.....	20
3.1. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL, A L'ORGANISATION ET A L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES.....	20
3.1.1. <i>Présentation de l'Autorité Contractante</i>	20
3.1.2. <i>Commission des marchés</i>	20
3.1.3. <i>Cellule de passation des marchés</i>	21
3.1.4. <i>Production des rapports trimestriels et du rapport annuel</i>	21
3.1.5. <i>Documents de programmation de la préparation des marchés</i>	22
3.1.5.1. <i>Plan de passation des marchés</i>	22
3.1.5.2. <i>Avis Général de Passation des Marchés</i>	22
3.1.6. <i>Archivage des dossiers</i>	23
3.1.7. <i>Formation en passation des marchés</i>	23
3.1.8. <i>Registre de marchés</i>	23
3.1.9. <i>Base de données des prestataires</i>	23
3.2. <i>Constats spécifiques aux marchés examinés</i>	24
3.2.1. <i>Echantillon</i>	24
3.2.2. <i>Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée</i>	25
3.2.3. <i>Marchés conclus par Appel d'Offres Ouvert (AOO)</i>	25
3.2.4. <i>Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix (DRP)</i>	25
3.2.5. <i>Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des différends de l'ARMP.</i>	27
3.3. <i>Constats spécifiques à l'exécution financière</i>	27
3.4. CONSTATS RELATIFS A L'AUDIT PHYSIQUE (MATERIALITE, EXECUTION PHYSIQUE)	27
3.4.1. <i>Sélection</i>	27
3.4.2. <i>Travaux effectués</i>	28
3.4.3. <i>Résultats</i>	33

4. RECOMMANDATIONS.....	34
4.1. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL, A L'ORGANISATION ET A L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES.....	34
4.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES A LA PASSATION DES MARCHES EXAMINES	35
4.3. RECOMMANDATIONS RELATIVES A L'EXECUTION FINANCIERE	36
4.4. RECOMMANDATIONS RELATIVES A L'AUDIT PHYSIQUE (MATERIALITE, EXECUTION PHYSIQUE)	36
5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES	37
6. STATISTIQUES DES ANOMALIES	38
6.1. STATISTIQUES SUR LES ANOMALIES DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (DRP).....	38
6.2. STATISTIQUES SUR LES ANOMALIES DES APPELS D'OFFRES OUVERT (AOO)	39
7. ANNEXES	40
Annexe 1 : FICHES DE PROJET	41
Annexe 2 : REPONSE DE LA SIRN SUR LE RAPPORT PROVISOIRE.....	58

SIGLES ET ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CA	Conseil d'Administration
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
MPEM	Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés

PV	Procès-Verbal
PVR	Procès-Verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Evaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SIRN	Société des Infrastructures de Réparation Navale
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SYNTHESE DE NOS TRAVAUX

Le présent rapport est relatif à la revue de la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés conclus au titre de l'exercice 2013 par la Société des Infrastructures de Réparation Navale (SIRN), conformément aux exigences des termes de référence de la mission que l'Autorité de Régulation des marchés publics (ARMP) a bien voulu confier au Groupement GMS/SSPM.

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe IV, afin de s'assurer que:

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Au terme de cette mission, nous avons établi un certain nombre de constats relatifs au dispositif institutionnel de chaque structure mais aussi à chaque marché ciblé selon un processus d'échantillonnage aléatoire développé dans notre méthodologie.

En ce qui concerne la SIRN, nous vous présentons ci-après la synthèse de nos constats et les recommandations qui en découlent :

Tableau récapitulatif des constats et recommandations pour la SIRN

N°	CONSTATS	RECOMMANDATIONS	COMMENTAIRES SIRN	APPRECIATION DE L'AUDITEUR
A	<u>Dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés</u>			
1	Commission des marchés : <i>Les textes complets désignant les membres de la commission des marchés n'ont pas été établis et transmis avant le 5 janvier 2013 à l'ARMP et à la DCMP.</i>	Transmettre les textes complets désignant les membres de la commission des marchés avant le 5 janvier de chaque année à l'ARMP et à la DCMP conformément à l'arrêté n° 011588 du 28/12/07 (et à l'arrêté n°00864 du 22 janvier 2015, pour le futur) pris en application de l'article 36-1 du code des marchés publics et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes.	La composition partielle de la commission des marchés concernant la SIRN a été envoyée par courrier du 2 janvier 2013. Le complément des actes de nomination de la tutelle (MPER) et du contrôle financier a été reçu en retard. Donc le retard n'est pas du ressort de la SIRN.	Le Groupement GMS / SSPM maintient les constats et recommandations formulés. Les éléments de réponses apportés par la SIRN étaient déjà mentionnés dans le rapport provisoire.
2	Rapports trimestriels : <i>Les trois (3) premiers rapports trimestriels ont été envoyés tardivement à la DCMP (à la même date : le 25 novembre 2013). Nous</i>	Transmettre à temps à la DCMP et à l'ARMP les rapports trimestriels conformément à l'arrêté n° 011586 du 28/12/07 (et à l'arrêté n°00865 du 22 janvier 2015, pour le futur) pris en	Les recommandations seront prises en compte pour la rédaction des rapports trimestriels.	Le Groupement GMS / SSPM maintient les constats et recommandations formulés.

	<i>n'avons pas la preuve de la transmission à l'ARMP des rapports trimestriels.</i>	application de l'article 35 du code des marchés publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes.		
3	Plan de passation des marchés : <i>Le plan de passation des marchés n'a pas été communiqué à la DCMP en début d'année.</i>	Elaborer et transmettre le plan de passation des marchés à la DCMP en début d'année conformément à l'arrêté n° 011586 du 28/12/07 (et à l'arrêté n°00865 du 22 janvier 2015, pour le futur) pris en application de l'article 35 du code des marchés publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes, et à l'article 6 du code des marchés publics.	Dans le courrier du 2 janvier 2013, il a été indiqué que les autres documents relatifs aux marchés seront envoyés plus tard (après approbation du budget par le CA). C'est ainsi qu'après l'approbation du budget, le PPM a été envoyé par courrier du 28 février 2013.	Le Groupement GMS / SSPM maintient les constats et recommandations formulés. Les éléments de réponses apportés par la SIRN étaient déjà mentionnés dans le rapport provisoire.
4	Avis général de passation des marchés : <i>L'avis général de passation des marchés n'a pas été publié avant la fin du mois de janvier et n'a pas été publié sur le portail officiel des marchés publics.</i>	Elaborer et publier l'avis général de passation des marchés dans un journal quotidien de grande diffusion et sur le portail officiel des marchés publics, avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation conformément aux articles 6 et 56 du code des marchés publics.	Dans le courrier du 2 janvier 2013, il a été indiqué que les autres documents relatifs aux marchés seront envoyés plus tard (après approbation du budget par le CA). C'est ainsi qu'après l'approbation du budget, le PPM a été envoyé par courrier du 28 février 2013.	Le Groupement GMS / SSPM maintient les constats et recommandations formulés. Les éléments de réponses apportés par la SIRN étaient déjà mentionnés dans le rapport provisoire.

5	Archivage : <i>Le système d'archivage n'est pas conforme aux dispositions du Manuel de Classement des Documents des Marchés des Autorités Contractantes de l'ARMP.</i>	Archiver les dossiers de passation des marchés conformément aux dispositions du Manuel de Classement des Documents des Marchés des Autorités Contractantes de l'ARMP.	En 2012, bien qu'il n'existait pas de registre, l'audit de l'ARMP avait conclu que le système d'archivage de la SIRN était conforme.	Le Groupement GMS / SSPM maintient les constats et recommandations formulés. Les gestions 2012 et 2013 sont différentes.
6	Registre des marchés : <i>La SIRN ne disposait pas en 2013 de registre des marchés.</i>	Mettre à disposition un registre des marchés conformément à l'article 67-3 du code des marchés Publics.	En 2012, bien qu'il n'existait pas de registre, l'audit de l'ARMP avait conclu que le système d'archivage de la SIRN était conforme.	Le Groupement GMS / SSPM maintient les constats et recommandations formulés. Les gestions 2012 et 2013 sont différentes.
B	<u>Passation des marchés examinés</u>			
	Marchés conclus par Appel d'Offres Ouvert (AOO) <i>(Acquisition de deux véhicules)</i>			
7	Avis d'appel d'offres publié (1 ^{er} juin 2013) avant la publication du PPM sur le portail des marchés publics (20 juin 2013) et celle de l'avis général de passation des marchés (27 juin 2013).	N'engager aucune procédure de passation des marchés avant la publication du Plan de passation des marchés et de l'avis général de passation des marchés conformément aux articles 6 et 56 du code des marchés publics.	Conformément au courrier du 28 février 2013, le PPM a bien été établi et envoyé à l'ARMP. N'ayant pas reçu de réponse, ni d'objection, l'autorité contractante ainsi que la commission des marchés ont entamé les différentes consultations. Suite à la rencontre du président de la commission des	Le Groupement GMS / SSPM maintient les constats et recommandations formulés. Les éléments de réponses

			<p>marchés avec un agent de la DCMP, il a été décidé d'envoyer les actes de nomination à la DCMP et de reporter la procédure d'appel d'offres. Ainsi, pour être conforme, l'Avis Général de Passation des Marchés AGPM) a été publié dans « Le Soleil » du 27 juin 2013. Et le mail a été envoyé le 16 juillet 2013 à la DCMP. Ainsi, l'appel d'offres a été reporté par avis publié les 29 et 30 juin 2013. C'est seulement le 23 juillet 2013 (plus d'un mois après le courrier de la SIRN) que la DCMP a réagi aux différents courriers envoyés depuis le début de l'année, pour émettre des observations à la SIRN.</p>	<p>apportés par la SIRN étaient déjà mentionnés dans le rapport provisoire.</p>
8	<p>Pas de preuve de transmission des PV d'ouverture des plis aux candidats.</p>	<p>Transmettre le PV d'ouverture des plis à tous les candidats conformément à l'article 67 du Code des marchés publics.</p>	<p>Les recommandations seront prises en compte lors des prochains AOO.</p>	<p>Le Groupement GMS / SSPM maintient les constats et recommandations formulés.</p>
9	<p>Délai entre la date ouverture des plis et la date d'attribution (20 jours) supérieur à 15 jours.</p>	<p>Attribuer les marchés dans les délais maximums prévus (15 jours) conformément l'article 70 du code des marchés publics.</p>	<p>Les recommandations seront prises en compte lors des prochains AOO.</p>	<p>Le Groupement GMS / SSPM maintient les constats et recommandations formulés.</p>

10	Cautions de soumission non restituées.	Restituer aux soumissionnaires les cautions de soumission reçues dès l'attribution provisoire du marché conformément à l'article 83 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 et à l'article 84 du décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant code des marchés publics.	Les recommandations seront prises en compte lors des prochains AOO.	Le Groupement GMS / SSPM maintient les constats et recommandations formulés.
11	Garantie de bonne exécution non reçue.	Exiger la fourniture de la garantie de bonne exécution dans les 14 jours suivant la réception de la notification du marché conformément aux articles IC 42, CCAG 17 et CCAP 17.1 du DAO.	Les recommandations seront prises en compte lors des prochains AOO.	Le Groupement GMS / SSPM maintient les constats et recommandations formulés.
		<u>Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix (DRP)</u>		
12	Marché non inscrit au PPM publié (<i>Mise à niveau du parc informatique</i>).	Inscrire tous les marchés dans le PPM conformément à l'article 6 du code des marchés publics.	En guise de régularisation, le marché a été inscrit sur l'AGPM publié dans « Le Soleil » du 27 juin 2013. Les recommandations seront prises en compte lors des prochaines DRP.	Le Groupement GMS / SSPM maintient les constats et recommandations formulés.
13	Consultation lancée et exécutée avant la publication du PPM (<i>Mobilier de bureau</i>).	N'engager aucune procédure de passation des marchés avant la publication du plan de passation des marchés conformément à l'article 6 du code des marchés publics.	Conformément au courrier du 28 février 2013, la consultation a été établie après la transmission du PPM.	Le Groupement GMS / SSPM maintient les constats et recommandations formulés.

14	Pas de demande de cotation envoyée (<i>Agendas - Assurance véhicules</i>).	Pour les DRP de fournitures et services dont le montant est inférieur à 3 000 000 FCFA TTC pour les fournitures et services, adresser une demande de cotation à au moins cinq (5) fournisseurs conformément à la circulaire n°0004/PM/CAP/CP du 31 mars 2009 (pour le futur, adresser une demande de cotation à au moins trois (3) fournisseurs conformément à l'arrêté n°00107 du 7 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre des procédures de DRP).	Les recommandations seront prises en compte lors des prochaines DRP.	Le Groupement GMS / SSPM maintient les constats et recommandations formulés.
15	Pas de factures pro formas des soumissionnaires archivées (<i>Agendas - Assurance véhicules</i>).	Archiver les factures pro formas des soumissionnaires conformément au Manuel de classement des documents des marchés des autorités contractantes élaboré par l'ARMP.	Les recommandations seront prises en compte lors des prochaines DRP.	Le Groupement GMS / SSPM maintient les constats et recommandations formulés.
16	Pas de PV signé (<i>Agendas - Assurance véhicules</i>).	Pour les DRP dont le montant est inférieur à 3 000 000 FCFA TTC pour les fournitures et services, élaborer le procès-verbal signé par la personne habilitée conformément à la circulaire n°0004/PM/CAP/CP du 31 mars 2009 (et à l'arrêté n°00107 du 7 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre des procédures de DRP, pour le futur).	Les recommandations seront prises en compte lors des prochaines DRP.	Le Groupement GMS / SSPM maintient les constats et recommandations formulés.

17	Attribution par commande directe sans mise en concurrence d'une partie du marché à DELINK (marché initialement confié à EIN INTERNATIONAL) <i>(Mise à niveau du parc informatique).</i>	Respecter les conditions requises pour passer les marchés par entente directe (autorisation de la DCMP) conformément aux dispositions de l'article 76 du code des marchés publics.	Par courrier du 4 juin 2013, la société EIN adjudicataire du marché a décidé d'abandonner l'exécution de l'offre « upgrade du système d'exploitation XP vers Windows 7 pro ». En effet, l'entreprise voulait déplacer tout le parc informatique de la SIRN dans ses locaux. Afin de protéger les données confidentielles de la SIRN, nous n'avons pas donné une suite favorable à cette requête. C'est dans ce cadre que ladite prestation a été confiée à DLINK compte tenu de la modicité du montant (129 900 FCFA TTC) et les travaux ont été constatés faits.	Le Groupement GMS / SSPM maintient les constats et recommandations formulés.
----	--	--	---	---

C	<u>Exécution financière</u>			
18	Bordereau de livraison daté du 13 février 2013, soit avant le bon de commande (24 mai 2013) (<i>Agendas</i>).	Elaborer et transmettre le bon de commande avant la livraison des fournitures.	Les recommandations seront prises en compte lors des prochaines DRP.	Le Groupement GMS / SSPM maintient les constats et recommandations formulés.
D	<u>Audit Physique</u>			
19	Délais d'exécution du marché non respectés : <ul style="list-style-type: none"> • <i>Travaux de réhabilitation d'une partie du bâtiment de la SIRN : 106 jours de retard ;</i> • <i>Acquisition de deux véhicules : plus de 11 mois de retard pour la livraison du second véhicule.</i> 	Faire respecter les délais d'exécution contractuels et appliquer les pénalités de retards au besoin.	Retard causé par l'avenant pour les travaux de réhabilitation. Deuxième véhicule non disponible en stock.	Le Groupement GMS / SSPM maintient les constats et recommandations formulés.

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1. Contexte de la mission

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP). La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2013 par les autorités contractantes du Groupe IV.

1.2. Objectif de la mission et étendue des travaux à effectuer

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes du Groupe IV, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés.

Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

2. ENVIRONNEMENT DES MARCHÉS PUBLICS

2.1. Le cadre institutionnel et réglementaire

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- Directive N°4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Directive N°5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Loi organique N°2011-15 du 08Juillet 2011 relative aux lois de Finances ;
- Loi N°2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi N°65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi N°2003-101 du 13 Mars 2003 portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- Loi N°90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi N°96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi N°2009-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- Décret N°2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret N°81-844 du 20 Août 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'État, aux Collectivités locales et aux Établissements publics ;
- Décret N°2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Éthique en matière de marchés publics
- Décret N°2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des marchés publics, modifié par le décret N°2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;
- Décret N°2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret N°2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Décret N°2011- 1880 du 24 Novembre 2011 portant Règlement sur la Comptabilité publique ;
- Arrêté N°11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du

CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;

- Arrêté N°11583/MEF/du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté N°11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté N°11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté N°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté N°11587 /MEF du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté N°11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;
- Décision N°0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

2.2. Les organes chargés de la passation des marchés

La passation des marchés publics relève d'un processus d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi, le décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 a-t-il prévu au niveau de chaque AC, la mise en place d'une Cellule de Passation des Marchés et d'une Commission des Marchés, structures encadrées par les articles 35 à 40 du Code des Marchés Publics.

2.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM)

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés. Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté n°11586/MEF du 28 Décembre 2007. Elles portent en particulier sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'établissement, en début d'année du Plan de Passation des Marchés ;

- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés ;
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

2.2.2. La Commission des Marchés

L'Arrêté n°11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des commissions des marchés, et fixe le nombre de leurs membres. La commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante. Les membres de la CPM et de la CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

2.3. Les organes de contrôle et de régulation

Le Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation et les répartit entre deux entités qui constituent les piliers du système.

2.3.1. La Direction Centrale des Marchés publics (DCMP)

Le contrôle à priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés. La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Économie et des Finances, est créé par le Décret N°2007-545 du 25 Avril 2007.

2.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret N°2007-546 du 25 avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

2.4. Les seuils de passation des marchés

Le Code des Marchés Publics, en son article 53 détermine des seuils relatifs à la valeur des marchés de l'État, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

- **État, Collectivités Locales, Établissements Publics**
 - 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
 - 15 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
 - 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

- **Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres**
 - 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
 - 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
 - 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (Article 78 du CMP).

2.5. Les modes de passation des marchés

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification ;
- l'appel d'offres restreint ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

3. SYNTHÈSE DE LA REVUE

3.1. Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

3.1.1. Présentation de l'Autorité Contractante

La Société des Infrastructures de Réparation Navale (SIRN) est une société anonyme à participation publique majoritaire dotée d'un Conseil d'Administration.

La société a pour objet social :

- Procéder à la réhabilitation des infrastructures de réparation navale à louer à une société d'exploitation (le bassin du radoub : les quais et bâtiments, le synchorolift, le slipway, les grues et autres élévateurs, le dock flottant et les autres installations existantes) ;
- Gérer les infrastructures apportées, cédées ou confiées en gestion par l'Etat du Sénégal ;
- Gérer les conditions d'investissement pour développer la réparation et la construction navales ;
- Restructurer le secteur naval pour l'adapter au nouvel environnement mondial ;
- Procéder à toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes ;
- Permettre à la société, de participer par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, de commandites, souscriptions ou achats de titres ou droits sociaux, fusions, alliances ou associations en participation.

3.1.2. Commission des marchés

La première décision portant mise en place de la Commission des Marchés a été envoyée à l'ARMP le 2 janvier 2013. Cette décision comprenait uniquement les membres de la SIRN. Les attestations de prise de connaissance des dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ont été signées par les membres de cette commission et transmises à l'ARMP à la même date.

Les notes de services désignant les représentants du Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime, et du Contrôle Financier, ont été transmises à l'ARMP le 20 mai 2013, avec les attestations de prise de connaissance des dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics signées par les représentants du Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes.

Une autre décision portant mise en place de la Commission des Marchés a été envoyée à la DCMP le 20 juin 2013. L'avis de non objection de la DCMP sur la composition des membres de la Commission des Marchés a été reçu le 23 juillet 2013.

Par la suite, la SIRN a envoyé le 20 septembre 2013 une nouvelle composition des membres de la Commission des Marchés. La DCMP a émis le 1^{er} octobre 2013, des observations sur cette nouvelle composition.

La dernière décision modifiée mentionnant les fonctions des membres de la Commission des Marchés a été envoyée à la DCMP le 8 octobre 2013.

➤ **Constat**

Les textes complets désignant les membres de la commission des marchés n'ont pas été établis et transmis avant le 5 janvier 2013 à l'ARMP et à la DCMP conformément à l'arrêté n° 011588 du 28/12/07 pris en application de l'article 36-1 du code des marchés publics et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes.

3.1.3. Cellule de passation des marchés

La première décision portant mise en place de la Cellule de Passation des Marchés a été envoyée à l'ARMP le 2 janvier 2013. Les attestations de prise de connaissance des dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ont été signées par les membres de cette cellule et transmise à l'ARMP à la même date.

Une autre décision portant mise en place de la Cellule de Passation des Marchés a été envoyée à la DCMP le 20 juin 2013, avec les attestations de prise de connaissance des dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics signées par les membres de la cellule à la même date. L'avis de non objection de la DCMP sur la composition des membres de la Cellule de Passation des Marchés a été reçu le 23 juillet 2013.

Par la suite, la SIRN a envoyé le 20 septembre 2013 une nouvelle composition des membres de la Cellule de Passation des Marchés. La DCMP a émis le 1^{er} octobre 2013, des observations sur cette nouvelle composition.

La dernière décision modifiée mentionnant les fonctions des membres de la Cellule de Passation des Marchés a été envoyée à la DCMP le 8 octobre 2013.

3.1.4. Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

Le rapport annuel sur les marchés publics a été transmis le 21 janvier 2014 à l'ARMP conformément à l'article 143 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011.

Les rapports trimestriels sont envoyés à la DCMP aux dates suivantes :

- 1^{er} rapport trimestriel : le 25 novembre 2013 ;
- 2^{ème} rapport trimestriel : le 25 novembre 2013 ;

- 3^{ème} rapport trimestriel : le 25 novembre 2013 ;
- 4^{ème} rapport trimestriel : le 10 janvier 2014.

➤ **Constat**

Les trois (3) premiers rapports trimestriels ont été envoyés tardivement à la DCMP (à la même date : le 25 novembre 2013).

Nous n'avons pas la preuve de la transmission à l'ARMP des rapports trimestriels conformément à l'arrêté n° 011586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du code des marchés publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes.

3.1.5. Documents de programmation de la préparation des marchés

3.1.5.1. Plan de passation des marchés

Le plan de passation des marchés a été envoyé le 28 février 2013 à l'ARMP.

Le plan de passation des marchés a été envoyé le 20 juin 2013 à la DCMP. La DCMP a validé et publié le PPM à la même date sur le portail officiel des marchés publics.

Les marchés inscrits sont les suivants :

- Agendas – Calendriers ;
- Fournitures de bureau ;
- Mobilier et matériel de bureau ;
- Matériel de transport ;
- Assurances véhicules ;
- Travaux de réhabilitation.

➤ **Constat**

Le plan de passation des marchés n'a pas été communiqué à la DCMP en début d'année conformément à l'arrêté n° 011586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du code des marchés publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes, et à l'article 6 du code des marchés publics.

3.1.5.2. Avis Général de Passation des Marchés

L'avis général de passation des marchés a été publié dans « Le Soleil » du 27 juin 2013.

La DCMP a réclamé le 23 juillet 2013, la version électronique de l'avis général de passation des marchés, en vue de sa publication sur le portail des marchés publics.

L'avis général de passation des marchés n'a pas été publié sur le portail officiel des marchés publics.

➤ **Constat**

L'avis général de passation des marchés n'a pas été publié avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation conformément à l'article 6 du Code des Marchés Publics.

L'avis général de passation des marchés n'a pas été publié sur le portail officiel des marchés publics conformément à l'article 56 du Code des Marchés Publics.

3.1.6. Archivage des dossiers

L'archivage des dossiers de passation des marchés présente des insuffisances en termes d'exhaustivité des documents pour certains marchés.

➤ **Constat**

Le système d'archivage n'est pas conforme aux dispositions du Manuel de Classement des Documents des Marchés des Autorités Contractantes de l'ARMP.

3.1.7. Formation en passation des marchés

L'actuel Coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés (Monsieur Khoulamou Rassoulila FALL) et la Présidente de la Commission des Marchés (Madame Mariama Thior DIOP) ont reçu une formation sur le renforcement des capacités des cellules de passation des marchés du 20 au 24 octobre 2014.

3.1.8. Registre de marchés

➤ **Constat**

La SIRN ne disposait pas en 2013 de registre des marchés conformément à l'article 67-3 du Code des Marchés Publics.

3.1.9. Base de données des prestataires

La SIRN dispose d'une base de données des prestataires comprenant cinquante (50) sociétés classées par domaine d'activités, conformément la circulaire n°0004/PM/CAP/CP du 31 mars 2009.

3.2. Constats spécifiques aux marchés examinés

3.2.1. Echantillon

Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons reçu la liste des marchés passés par la SIRN. La liste est composée de cinq (5) Demandes de Renseignements et de Prix (DRP) et un (1) Appel d'Offres Ouvert (AOO) pour un montant total de **66 172 962 FCFA TTC**.
La liste est la suivante :

N°	Objet du Marché	Mode de Passation	Catégorie	Montant (FCFA TTC)	Attributaire
1	Travaux de réhabilitation d'une partie du bâtiment de la SIRN	DRP	Travaux	4 303 743	EDS
2	Mobilier de bureau	DRP	Fournitures	775 260	DIAL DISTRIBUTION
3	Mise à niveau du parc informatique	DRP	Services	696 200	EIN INTERNATIONAL
4	Agendas	DRP	Fournitures	1 180 000	SOCIETE SENEGALAISE DE SERVICE ET D'ASSISTANCE (S3A)
5	Assurance véhicules	DRP	Services	359 759	TAIBA ASSURANCE
6	Acquisition de deux véhicules	AO	Fournitures	58 858 000	LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE
	TOTAL GENERAL			66 172 962	

Un échantillonnage de 100% a été effectué.

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2013	
	Nombre	Montant
Appel d'Offre Ouvert (AOO)	1	58 858 000
Appel d'offre Restreint (AOR)	-	-
Prestation Intellectuelle (PI)	-	-
Demande de Renseignements et des Prix(DRP)	5	7 314 962
Entente Directe (ED)	-	-
TOTAL	6	66 172 962

3.2.2. Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée

Les seuils de passation des marchés applicables à la SIRN sont récapitulés dans le tableau suivant :

Type de Marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil d'examen juridique et technique
Fournitures	30 000 000	400 000 000	200 000 000	400 000 000
Travaux	50 000 000	500 000 000	400 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	30 000 000	200 000 000	200 000 000	350 000 000
Services	30 000 000	200 000 000	200 000 000	350 000 000

3.2.3. Marchés conclus par Appel d'Offres Ouvert (AOO)

Le seul marché passé par appel d'offres ouvert est le marché d'acquisition de deux véhicules d'un montant de 58 858 000 FCFA TTC attribué à LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE.

Les constats spécifiques relatifs à la passation de ce marché sont les suivants :

- Avis d'appel d'offres publié (1^{er} juin 2013) avant la publication du PPM sur le portail des marchés publics (20 juin 2013) et celle de l'avis général de passation des marchés (27 juin 2013) ;
- Pas de preuve de transmission des PV d'ouverture des plis aux candidats ;
- Délai entre la date ouverture des plis et la date d'attribution (20 jours) supérieur à 15 jours ;
- Cautions de soumission non restituées ;
- Garantie de bonne exécution non reçue.

3.2.4. Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix (DRP)

Cinq (5) marchés sont conclus par DRP un montant total de 7 314 962 FCFA TTC.

Les constats spécifiques relatifs à la passation des marchés de DRP sont les suivants :

- Marché non inscrit au PPM publié ;
- Consultation lancée et exécutée avant la publication du PPM ;
- Pas de demande de cotation envoyée ;
- Pas de factures pro formas des soumissionnaires archivées ;
- Pas de PV signé ;

- Attribution par commande directe sans mise en concurrence d'une partie du marché à DELINK (marché initialement confié à EIN INTERNATIONAL).
- Pour une (1) DRP, nous avons constaté que le marché n'est pas inscrit au PPM publié sur le portail officiel des marchés publics. Il s'agit de la DRP suivante :
 - Mise à niveau du parc informatique d'un montant de 696 200 FCFA TTC attribué à EIN INTERNATIONAL.
- Pour une (1) DRP, nous avons constaté que la consultation a été lancée et exécutée avant la publication du PPM. Il s'agit de la DRP suivante :
 - Mobilier de bureau d'un montant de 775 260 FCFA TTC attribué à DIAL DISTRIBUTION.
- Pour deux (2) DRP de fournitures et services dont le montant est inférieur à 3 000 000 FCFA TTC, nous avons constaté qu'il n'y a pas eu de demande de cotation envoyée. Il s'agit des DRP suivantes :
 - Agendas d'un montant de 1 180 000 FCFA TTC attribué à SOCIETE SENEGALAISE DE SERVICE ET D'ASSISTANCE (S3A) ;
 - Assurance véhicules d'un montant de 359 759 FCFA TTC attribué à TAIBA ASSURANCE.
- Pour deux (2) DRP de fournitures et services dont le montant est inférieur à 3 000 000 FCFA TTC, nous avons constaté qu'il n'y a pas eu de factures pro formas des soumissionnaires archivées. Il s'agit des DRP suivantes :
 - Agendas d'un montant de 1 180 000 FCFA TTC attribué à SOCIETE SENEGALAISE DE SERVICE ET D'ASSISTANCE (S3A) ;
 - Assurance véhicules d'un montant de 359 759 FCFA TTC attribué à TAIBA ASSURANCE.
- Pour deux (2) DRP de fournitures et services dont le montant est inférieur à 3 000 000 FCFA TTC, nous avons constaté qu'il n'y a pas eu de PV signé par la personne habilitée. Il s'agit des DRP suivantes :
 - Agendas d'un montant de 1 180 000 FCFA TTC attribué à SOCIETE SENEGALAISE DE SERVICE ET D'ASSISTANCE (S3A) ;
 - Assurance véhicules d'un montant de 359 759 FCFA TTC attribué à TAIBA ASSURANCE.
- Pour une (1) DRP, nous avons constaté qu'une partie du marché a été attribué à DELINK (commande directe) sans mise en concurrence jusqu'à hauteur d'un montant total de **130 000 FCFA HTVA**. Il s'agit de la DRP suivante :
 - Mise à niveau du parc informatique d'un montant de 696 200 FCFA TTC attribué à EIN INTERNATIONAL.

3.2.5. Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des différends de l'ARMP.

Il n'y a pas eu de recours enregistré auprès du Comité de Règlement des Différents (CRD) de l'ARMP.

Seul un recours gracieux a été reçu le 5 juin 2013 de CCBM AUTOMOBILE concernant le marché d'acquisition de deux véhicules. Le recours gracieux portait sur le nombre de places demandé dans le DAO (7 places) jugé discriminatoire pour certains soumissionnaires.

La SIRN avait apporté une réponse en date du 10 juin 2013 à ce recours gracieux en confirmant le nombre de places demandé dans le DAO.

3.3. Constats spécifiques à l'exécution financière

Les constats spécifiques à l'exécution financière sont les suivants :

- Bordereau de livraison daté du 13 février 2013, soit avant le bon de commande (24 mai 2013).
- Pour une (1) DRP, nous avons constaté que le bordereau de livraison est daté du 13 février 2013, soit avant le bon de commande (24 mai 2013). Il s'agit de la DRP suivante :
 - Agendas d'un montant de 1 180 000 FCFA TTC attribué à SOCIETE SENEGALAISE DE SERVICE ET D'ASSISTANCE (S3A).

3.4. Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique)

3.4.1. Sélection

Les marchés sélectionnés pour l'audit physique sont les suivants :

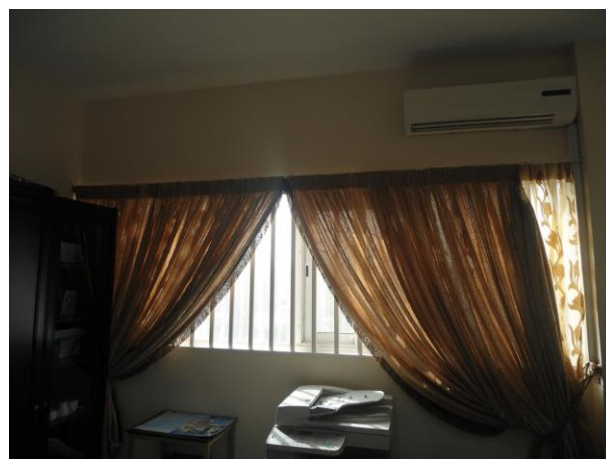
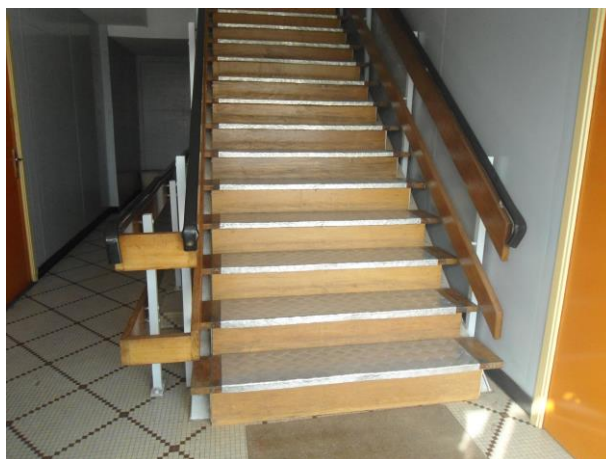
N°	Objet du Marché	Mode de Passation	Catégorie	Montant (FCFA TTC)	Attributaire
1	Travaux de réhabilitation d'une partie du bâtiment de la SIRN	DRP	Travaux	4 303 743	EDS
2	Mobilier de bureau	DRP	Fournitures	775 260	DIAL DISTRIBUTION
3	Agendas	DRP	Fournitures	1 180 000	SOCIETE SENEGALAISE DE SERVICE ET D'ASSISTANCE (S3A)
4	Acquisition de deux véhicules	AO	Fournitures	58 858 000	LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE

3.4.2. Travaux effectués

Les travaux effectués consistent à vérifier de façon effective la matérialité et le niveau d'exécution physique des marchés passés.

Les Travaux de réhabilitation d'une partie du bâtiment de la SIRN consistaient en :

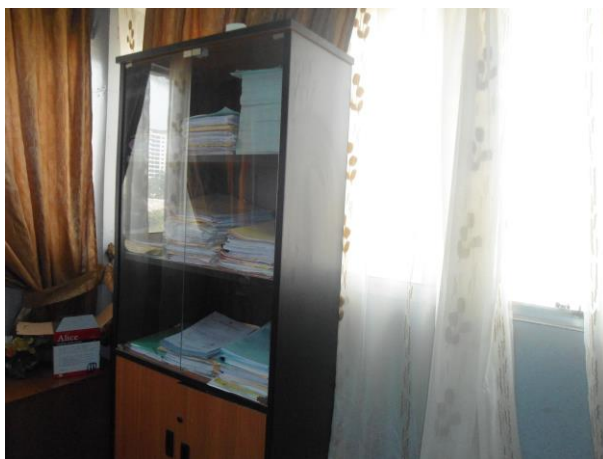
- Réparation et repose des chenaux du parking ;
- Remplacement chenaux des versants, réparation et repose ;
- Travaux d'étanchéité du 2^{ème} étage ;
- Fourniture et pose de 3 serrures à canon ;
- Fourniture et pose de main courante métallique en tube rond du rez de chaussée au 2^{ème} étage et toutes sujétions de pose pour 13 ml ;
- Fourniture et pose de 38 contre marches métalliques ;
- Renouvellement tapis de marches ;
- Raccordement des scellements au niveau des paliers ;
- Réhabilitation bureau 204 et préparation surface ;
- Peinture à l'huile murs et plafonds sur 41 m² ;
- Peinture glycérophtalique sur 1.3 m² ;
- Fourniture et pose de 10 barreaux sur les menuiseries du secrétariat du Directeur Général ;
- Fourniture et pose de 7 rideaux lourds et tous accessoires de pose.



Photos des travaux de réhabilitation d'une partie du bâtiment de la SIRN

Le Mobilier de bureau consistait en :

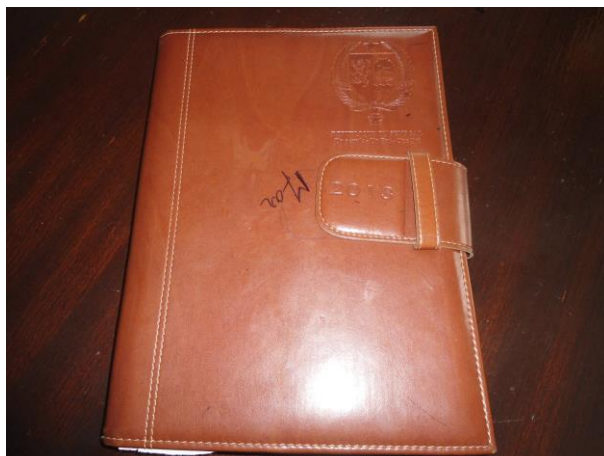
- 1 bureau de 1.80 m + caisson fixe ;
- 1 meuble de rangement ;
- 1 split 3 CV.



Photos Mobilier de bureau

Les Agendas consistaient en :

- Fourniture de 40 agendas Présidents.



Photos Agendas

Les Véhicules consistaient en :

- Acquisition de 2 véhicules 4 x4 Station Wagon.



Photos Véhicules

3.4.3. Résultats

Les constats spécifiques relatifs à l'audit physique sont les suivants :

- Délais d'exécution du marché non respectés.
- Nous avons constaté que les délais d'exécution ne sont pas respectés pour les marchés suivants :
 - Travaux de réhabilitation d'une partie du bâtiment de la SIRN d'un montant de 4 303 743 FCFA TTC attribué à EDS : 126 jours supérieurs à 20 jours ;
 - Acquisition de deux véhicules d'un montant de 58 858 000 FCFA TTC attribué à LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE : seul un (1) véhicule livré sur les deux (2) prévus, plus de 11 mois de retard pour la livraison du second véhicule.

4. RECOMMANDATIONS

4.1. Recommandations relatives au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

- Transmettre les textes complets désignant les membres de la commission des marchés avant le 5 janvier de chaque année à l'ARMP et à la DCMP conformément à l'arrêté n° 011588 du 28/12/07 (et à l'arrêté n°00864 du 22 janvier 2015, pour le futur) pris en application de l'article 36-1 du code des marchés publics et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Transmettre à temps à la DCMP et à l'ARMP les rapports trimestriels conformément à l'arrêté n° 011586 du 28/12/07 (et à l'arrêté n°00865 du 22 janvier 2015, pour le futur) pris en application de l'article 35 du code des marchés publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Elaborer et transmettre le plan de passation des marchés à la DCMP en début d'année conformément à l'arrêté n° 011586 du 28/12/07 (et à l'arrêté n°00865 du 22 janvier 2015, pour le futur) pris en application de l'article 35 du code des marchés publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes, et à l'article 6 du code des marchés publics ;
- Elaborer et publier l'avis général de passation des marchés dans un journal quotidien de grande diffusion et sur le portail officiel des marchés publics, avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation conformément aux articles 6 et 56 du code des marchés publics ;
- Archiver les dossiers de passation des marchés conformément aux dispositions du Manuel de Classement des Documents des Marchés des Autorités Contractantes de l'ARMP ;
- Mettre à disposition un registre des marchés conformément à l'article 67-3 du code des marchés Publics.

4.2. Recommandations relatives à la passation des marchés examinés

Marchés conclus par Appel d'Offres Ouvert (AOO)

- Ne pas engager une procédure de passation des marchés avant la publication du plan de passation des marchés et de l'avis général de passation des marchés conformément aux articles 6 et 56 du code des marchés publics ;
- Transmettre le PV d'ouverture des plis à tous les candidats conformément à l'article 67 du code des marchés publics ;
- Attribuer les marchés dans les délais maximums prévus (15 jours) conformément à l'article 70 du code des marchés publics ;
- Restituer aux soumissionnaires les cautions de soumission reçues dès l'attribution provisoire du marché conformément à l'article 83 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 et à l'article 84 du décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant code des marchés publics ;
- Exiger la fourniture de la garantie de bonne exécution dans les 14 jours suivant la réception de la notification du marché conformément aux articles IC 42, CCAG 17 et CCAP 17.1 du DAO.

Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix (DRP)

- Inscrire tous les marchés dans le PPM conformément à l'article 6 du code des marchés publics ;
- Ne pas engager une procédure de passation des marchés avant la publication du plan de passation des marchés conformément à l'article 6 du code des marchés publics ;
- Pour les DRP de fournitures et services dont le montant est inférieur à 3 000 000 FCFA TTC pour les fournitures et services, adresser une demande de cotation à au moins cinq (5) fournisseurs conformément à la circulaire n°0004/PM/CAP/CP du 31 mars 2009 (pour le futur, adresser une demande de cotation à au moins trois (3) fournisseurs conformément à l'arrêté n°00107 du 7 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre des procédures de DRP) ;
- Archiver les factures pro formas des soumissionnaires conformément au Manuel de classement des documents des marchés des autorités contractantes élaboré par l'ARMP ;
- Pour les DRP dont le montant est inférieur à 3 000 000 FCFA TTC pour les fournitures et services, élaborer le procès-verbal signé par la personne habilitée conformément à la circulaire n°0004/PM/CAP/CP du 31 mars 2009 (et à l'arrêté n°00107 du 7 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre des procédures de DRP, pour le futur) ;
- Respecter les conditions requises pour passer les marchés par entente directe (autorisation de la DCMP) conformément aux dispositions de l'article 76 du code des marchés publics.

4.3. Recommandations relatives à l'exécution financière

- Elaborer et transmettre le bon de commande avant la livraison des fournitures.

4.4. Recommandations relatives à l'audit physique (matérialité, exécution physique)

- Faire respecter les délais d'exécution contractuels et appliquer les pénalités de retards au besoin.

5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

N°	RECOMMANDATIONS FORMULEES LORS DE LA REVUE DE L'EXERCICE 2012	NIVEAU D'APPLICATION
Dispositif organisationnel		
1	Nous recommandons aux membres de la cellule de passation des marchés de suivre une formation en matière de procédures de passation et d'exécution des marchés publics.	Résolu.
2	Nous recommandons aux membres de la commission des marchés de suivre une formation en matière de procédures de passation et d'exécution des marchés publics.	Résolu.
DRP		
1	Nous recommandons à la SIRN de mettre en place un fichier des fournisseurs agréés pour plus de facilité et conformément à la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.	Résolu.
2	Nous recommandons à la SIRN de mentionner sur les lettres d'invitation les noms de tous les candidats conformément à la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.	Résolu.
3	Nous recommandons à la SIRN de veiller au respect des délais d'exécution des marchés.	Non Résolu.

6. STATISTIQUES DES ANOMALIES

6.1. Statistiques sur les anomalies des Demandes de Renseignements et de Prix (DRP)

Les constats spécifiques relatifs à la passation des marchés de DRP sont les suivants :

- a) Marché non inscrit au PPM publié ;
- b) Consultation lancée et exécutée avant la publication du PPM ;
- c) Pas de demande de cotation envoyée ;
- d) Pas de factures pro formas des soumissionnaires archivées ;
- e) Pas de PV signé ;
- f) Attribution par commande directe sans mise en concurrence d'une partie du marché à DELINK (marché initialement confié à EIN INTERNATIONAL) ;
- g) Délais d'exécution non respectés ;
- h) Bordereau de livraison daté du 13 février 2013, soit avant le bon de commande (24 mai 2013).

Le tableau ci-dessous montre la répartition des anomalies constatées sur la passation des marchés pour les 5 DRP :

N°	Objet du marché	Constats n°							
		a	b	c	d	e	f	g	h
1	Travaux de réhabilitation d'une partie du bâtiment de la SIRN							X	
2	Mobilier de bureau		X						
3	Mise à niveau du parc informatique	X					X		
4	Agendas			X	X	X			X
5	Assurance véhicules			X	X	X			
	Total	1	1	2	2	2	1	1	1

6.2. Statistiques sur les anomalies des Appels d'Offres Ouvert (AOO)

Les constats spécifiques relatifs à la passation du marché d'*acquisition de deux véhicules* sont les suivants :

- a) Avis d'appel d'offres publié (1^{er} juin 2013) avant la publication du PPM sur le portail des marchés publics (20 juin 2013) et celle de l'avis général de passation des marchés (27 juin 2013) ;
- b) Pas de preuve de transmission des PV d'ouverture des plis aux candidats ;
- c) Délai entre la date ouverture des plis et la date d'attribution (20 jours) supérieur à 15 jours ;
- d) Cautions de soumission non restituées ;
- e) Garantie de bonne exécution non reçue ;
- f) Délais d'exécution du marché non respectés.

Le tableau ci-dessous montre la répartition des anomalies constatées sur la passation du marché par AOO :

N°	Objet du marché	Constats n°					
		a	b	c	d	e	f
1	Acquisition de deux véhicules	X	X	X	X	X	X
	Total	1	1	1	1	1	1

7. ANNEXES

Annexe 1 :
FICHES DE PROJET

DRP

Objet du marché : Travaux de réhabilitation d'une partie du bâtiment de la SIRN

Montant du marché 4 303 743 FCFA TTC
3 647 240 FCFA HTVA

Références du titulaire (Nom/adresse complète) : EDS
NINEA 00457332C1
Avenue Cheikh Ahmadou Bamba,
Dakar

Rubrique	Constats et commentaires
Plan de passation de marchés	PPM validé et publié sur le portail des marchés publics le 20 juin 2013. Marché inscrit au PPM.
Délai accordé pour le dépôt des offres	Lettre d'invitation signée par Monsieur Samba NDIAYE, Directeur Général le 16 septembre 2013. Date de réception effective de la lettre: 18 septembre 2013. Date limite de dépôt des offres : 27 septembre 2013. Délai : 9 jours.
Dossier de consultation	Lettre d'invitation. Spécifications techniques, cadre quantitatif, instructions aux fournisseurs, formulaire de l'offre, engagement à respecter la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics.
Vérification de l'existence effective d'offres	Offres archivées.
Procédure d'ouverture des offres	PV de dépouillement le 7 octobre 2013 à la SIRN par la Commission des Marchés : <ul style="list-style-type: none"> • Madame Mariama Thior DIOP, présidente, • Madame Yaye Diambal Sène SOW, membre, • Monsieur Bacary SANE, membre, Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes, • Monsieur Assane YADE, membre, contrôle financier, • Madame Alimatou Sadiha Diouf FALL, membre cellule de passation des marchés, • Madame Henriette Astou NDIAYE membre cellule de passation des marchés, • Monsieur Abdoulaye MAR, membre cellule de passation des marchés. 5 offres reçues sur les 5 invitées. Montants Offres (FCFA TTC) : <ul style="list-style-type: none"> • EDS, 4 303 743 ; • ETABLISSEMENT MOUNAWIROU SOUDOU,

	5 381 272 ; <ul style="list-style-type: none"> • EGB, 4 738 084 ; • ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS THIAM ET FRERES, 5 060 176 ; • ETDM, 3 036 848.
Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation	PV d'attribution le 7 octobre 2013 à la SIRN par la Commission des Marchés : <ul style="list-style-type: none"> • Madame Mariama Thior DIOP, présidente, • Madame Yaye Diambal Sène SOW, membre, • Monsieur Bacary SANE, membre, Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes, • Monsieur Assane YADE, membre, contrôle financier, • Madame Alimatou Sadiha Diouf FALL, membre cellule de passation des marchés, • Madame Henriette Astou NDIAYE membre cellule de passation des marchés, • Monsieur Abdoulaye MAR, membre cellule de passation des marchés. Attribution au second moins disant (EDS). L'entreprise ETDM n'a pas indiqué le délai de réalisation des travaux. Lettre de notification le 4 novembre 2013 pour un montant de 4 303 743 FCFA TTC. Information de rejet de l'offre le 4 novembre 2013.
Publication sur le site des marchés publics de l'attribution	4 ^{ème} rapport trimestriel envoyé à la DCMP le 10 janvier 2014.
Documents contractuels	Contrat signé le 24 décembre 2013 d'un montant de 4 303 743 FCFA TTC. Délai de livraison : 20 jours à compter de la réception du bon de commande. Contrat enregistré aux impôts.
Exécution du contrat	Bon de commande établi le 31 décembre 2013 pour un montant de 4 303 743 FCFA TTC. PV de chantier n°1 : le 15 avril 2014. PV de fin de travaux : le 6 mai 2014. Durée d'exécution : 126 jours supérieurs à 20 jours. Délais d'exécution non respectés.
Paielements	Décompte n°1 de l'entreprise EDS d'un montant de 2 151 872 FCFA TTC (1 823 620 FCFA HTVA) correspondant à 50% d'avancement des travaux reçu le 14 avril 2014. Décompte n°2 de l'entreprise EDS d'un montant de 2 151 872 FCFA TTC (1 823 620 FCFA HTVA) correspondant à 100% d'avancement des travaux reçu le

	<p>15 mai 2014.</p> <p>Chèque SGBS d'un montant de 1 823 620 FCFA au nom de l'entreprise EDS le 15 avril 2014.</p> <p>Chèque du Trésor Public d'un montant de 1 823 620 FCFA au nom de l'entreprise EDS le 25 août 2014.</p>
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Délais d'exécution non respectés.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Faire respecter les délais d'exécution contractuels. A l'avenir, prévoir et appliquer les pénalités de retards au besoin.
Commentaires de la SIRN	<ul style="list-style-type: none"> - Retard causé par l'avenant pour les travaux de réhabilitation.
Appréciation de l'Auditeur	Le Groupement GMS / SSPM maintient les constats et recommandations formulés.

DRP
Objet du marché :
Mobilier de bureau
Montant du marché
775 260 FCFA TTC
657 000 FCFA HTVA
Références du titulaire (Nom/adresse complète) :
DIAL DISTRIBUTION
NINEA 22529642R3
Castors PTT Villa n°17 Dakar

Rubrique	Constats et commentaires
Plan de passation de marchés	PPM validé et publié sur le portail des marchés publics le 20 juin 2013. Marché inscrit au PPM.
Délai accordé pour le dépôt des offres	Lettre d'invitation signée par Monsieur Samba NDIAYE, Directeur Général le 25 avril 2013. Date de réception effective de la lettre : 25 avril 2013. Date limite de dépôt des offres : 5 mai 2013. Délai : 10 jours. Consultation lancée avant la publication du PPM.
Dossier de consultation	Lettre d'invitation. Spécifications techniques, cadre quantitatif, instructions aux fournisseurs, formulaire de l'offre, engagement à respecter la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics.
Vérification de l'existence effective d'offres	Offres archivées.
Procédure d'ouverture des offres	PV de dépouillement le 17 mai 2013 à la SIRN par la Commission des Marchés : <ul style="list-style-type: none"> • Madame Mariama Thior DIOP, présidente, • Madame Yaye Diambal Sène SOW, membre, • Monsieur Bacary SANE, membre, Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes, • Monsieur Assane YADE, membre, contrôle financier, • Madame Alimatou Sadiha Diouf FALL, membre cellule de passation des marchés, • Madame Henriette Astou NDIAYE membre cellule de passation des marchés, • Monsieur Abdoulaye MAR, membre cellule de passation des marchés. 4 offres reçues sur les 5 invitées. Montants Offres (FCFA TTC) : <ul style="list-style-type: none"> • BID CHALLENGER, 1 156 400 ; • GIE LIYENE, 1 014 800 ; • MEDINE EQUIP, 889 300 ; • DIAL DISTRIBUTION, 775 260.

Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation	<p>PV d'attribution le 17 mai 2013 à la SIRN par la Commission des Marchés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Madame Mariama Thior DIOP, présidente, • Madame Yaye Diambal Sène SOW, membre, • Monsieur Bacary SANE, membre, Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes, • Monsieur Assane YADE, membre, contrôle financier, • Madame Alimatou Sadiha Diouf FALL, membre cellule de passation des marchés, • Madame Henriette Astou NDIAYE membre cellule de passation des marchés, • Monsieur Abdoulaye MAR, membre cellule de passation des marchés. <p>Attribution au moins disant (DIAL DISTRIBUTION). Lettre de notification le 22 mai 2013 pour un montant de 775 260 FCFA TTC. Information de rejet de l'offre le 22 mai 2013.</p>
Publication sur le site des marchés publics de l'attribution	2 ^{ème} Rapport trimestriel envoyé à la DCMP le 25 novembre 2013.
Documents contractuels	<p>Bon de commande envoyé d'un montant de 775 260 FCFA TTC.</p> <p>Délai de livraison : 3 jours à compter de la réception du bon de commande.</p>
Exécution du contrat	Bordereau de livraison envoyé le 13 juin et signé le 18 juin 2013.
Paielements	<p>Facture n°1013 de DIAL DISTRIBUTION d'un montant de 775 260 FCFA TTC reçu le 18 juin 2013.</p> <p>Chèque SGBS d'un montant de 350 000 FCFA au nom de DIAL TRIBUTION le 5 août 2013.</p> <p>Chèque de la BSIC d'un montant de 307 000 FCFA au nom de DIAL TRIBUTION le 16 avril 2014.</p>
Non conformités	- Consultation lancée et exécutée avant la publication du PPM.
Recommandations	- Ne pas engager aucune procédure de passation des marchés avant la publication du plan de passation des marchés conformément à l'article 6 du code des marchés publics.
Commentaires de la SIRN	- Conformément au courrier du 28 février 2013, la consultation a été établie après la transmission du PPM.
Appréciation de l'Auditeur	Le Groupement GMS / SSPM maintient les constats et recommandations formulés.

DRP

Objet du marché : Mise à niveau du parc informatique
Montant du marché 696 200 FCFA TTC
 590 000 FCFA HTVA
Références du titulaire (Nom/adresse complète) : EIN INTERNATIONAL
 NINEA 01957782C1
 38, Avenue Lamine Guèye, Dakar

Rubrique	Constats et commentaires
Plan de passation de marchés	PPM validé et publié sur le portail des marchés publics le 20 juin 2013. Marché non inscrit au PPM publié.
Délai accordé pour le dépôt des offres	Lettre d'invitation signée par Monsieur Samba NDIAYE, Directeur Général le 10 mars 2013. Date limite de dépôt des offres : 25 mars 2013. Délai : 10 jours. Consultation lancée avant la publication du PPM.
Dossier de consultation	Lettre d'invitation. Spécifications techniques, engagement à respecter la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics.
Vérification de l'existence effective d'offres	Offres archivées.
Procédure d'ouverture des offres	<p>PV de dépouillement le 29 mars 2013 à la SIRN par la Commission des Marchés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Madame Mariama Thior DIOP, présidente, • Madame Yaye Diambal Sène SOW, membre, • Monsieur Bacary SANE, membre, Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes, • Monsieur Assane YADE, membre, contrôle financier, • Monsieur Abdoulaye MAR, membre commission des marchés. <p>5 offres reçues sur les 5 invitées. Montants Offres (FCFA TTC) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • GENERATION NOUVELLE TECHNOLOGIE, 1 605 980 ; • EIN INTERNATIONAL, 696 200 ; • KG TECHNOLOGIES, 784 700 ; • ISI INGENIERIE SYSTEME INFORMATIQUE, 920 400, • OFFICE INFORMATIQUE, 1 451 400.
Vérification des PV	PV d'attribution le 29 mars 2013 à la SIRN par la

d'ouverture et d'évaluation	<p>Commission des Marchés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Madame Mariama Thior DIOP, présidente, • Madame Yaye Diambal Sène SOW, membre, • Monsieur Bacary SANE, membre, Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes, • Monsieur Assane YADE, membre, contrôle financier, • Monsieur Abdoulaye MAR, membre commission des marchés. <p>Attribution au moins disant (EIN INTERNATIONAL). Lettre de notification le 2 avril 2013 pour un montant de 696 200 FCFA TTC. Information de rejet de l'offre le 2 avril 2013.</p>
Publication sur le site des marchés publics de l'attribution	2 ^{ème} Rapport trimestriel envoyé à la DCMP le 25 novembre 2013.
Documents contractuels	<p>Bon de commande envoyé à EIN INTERNATIONAL le 2 avril 2013 d'un montant de 696 200 FCFA TTC. Délai de livraison : 3 jours à compter de la réception du bon de commande.</p>
Exécution du contrat	<p>Compte rendu d'exécution du marché non datée signé par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Madame Yaye Diambal Sène SOW, • Madame Alimatou Sadiha Diouf FALL, • Madame Henriette Astou NDIAYE • Monsieur Abdoulaye MAR. <p>Il ressort du compte rendu que : compte tenu du fait que EIN INTERNATIONAL n'est pas en mesure d'exécuter une partie des travaux (upgrade du système d'exploitation XP vers windows 7 pro), la Direction générale de la SIRN décide de confier ce point précis à la société DELINK au même prix (105 000 FCFA HTVA). Attribution d'une partie du marché à DELINK sans mise en concurrence.</p> <p>2^{ème} Bon de commande envoyé à EIN INTERNATIONAL le 5 juin 2013 d'un montant de 572 300 FCFA TTC (485 000 FCFA HTVA). Bordereau de livraison de EIN INTERNATIONAL du 29 avril 2013 signé. Bon de commande envoyé à DELINK d'un montant de 123 900 FCFA TTC (105 000 FCFA HTVA). Bordereau de livraison de DELINK du 22 mai 2013 signé. Bordereau de livraison de DELINK du 22 mai 2013 signé pour l'imprimante.</p>
Paievements	Facture n°7660/04 de EIN INTERNATIONAL d'un montant

	<p>de 572 300 FCFA TTC reçu le 25 juin 2013.</p> <p>Chèque SGBS d'un montant de 300 000 FCFA au nom de EIN INTERNATIONAL le 5 août 2013.</p> <p>Facture n°FC170513 de DLINK d'un montant de 123 900 FCFA TTC (105 000 FCFA HTVA) reçu le 22 mai 2013.</p> <p>Chèque BICIS d'un montant de 130 000 FCFA au nom de DELINK le 6 août 2013.</p>
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Marché non inscrit au PPM publié ; - Attribution d'une partie du marché à DELINK (commande directe) sans mise en concurrence.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Inscrire tous les marchés dans le PPM conformément à l'article 6 du code des marchés publics ; - Respecter les conditions requises pour passer les marchés par entente directe (autorisation de la DCMP) conformément aux dispositions de l'article 76 du code des marchés publics.
Commentaires de la SIRN	<ul style="list-style-type: none"> - En guise de régularisation, le marché a été inscrit sur l'AGPM publié dans « Le Soleil » du 27 juin 2013. Les recommandations seront prises en compte lors des prochaines DRP. - Par courrier du 4 juin 2013, la société EIN adjudicataire du marché a décidé d'abandonner l'exécution de l'offre « upgrade du système d'exploitation XP vers Windows 7 pro ». En effet, l'entreprise voulait déplacer tout le parc informatique de la SIRN dans ses locaux. Afin de protéger les données confidentielles de la SIRN, nous n'avons pas donné une suite favorable à cette requête. C'est dans ce cadre que ladite prestation a été confiée à DLINK compte tenu de la modicité du montant (129 900 FCFA TTC) et les travaux ont été constatés faits
Appréciation de l'Auditeur	Le Groupement GMS / SSPM maintient les constats et recommandations formulés.

DRP

Objet du marché : Agendas
Montant du marché : 1 180 000 FCFA TTC
1 000 000 FCFA HTVA
Références du titulaire (Nom/adresse complète) : SOCIETE SENEGALAISE DE SERVICE
ET D'ASSISTANCE (S3A)
NINEA 0043654182V2
35, Route du Front de Terre, Dakar

Rubrique	Constats et commentaires
Plan de passation de marchés	PPM validé et publié sur le portail des marchés publics le 20 juin 2013. Marché inscrit au PPM publié.
Délai accordé pour le dépôt des offres	Pas de demande de cotation.
Dossier de consultation	Pas de demande de cotation.
Vérification de l'existence effective d'offres	Pas de factures pro formas archivées.
Procédure d'ouverture des offres	Pas de PV signé.
Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation	Pas de PV signé.
Publication sur le site des marchés publics de l'attribution	1 ^{er} Rapport trimestriel envoyé à la DCMP le 25 novembre 2013.
Documents contractuels	Bon de commande envoyé à S3A le 24 mai 2013 d'un montant de 1 000 000 FCFA TVA pour la fourniture de 40 agendas Présidents.
Exécution du contrat	Bordereau de livraison daté du 13 février 2013, soit avant le bon de commande.
Paielements	Facture n°0014/2013 de S3A d'un montant de 1 180 000 FCFA TTC (1 000 000 FCFA HTVA) du 4 juin 2013. Chèque BICIS d'un montant de 1 000 000 FCFA au nom de S3A le 11 août 2014.
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Pas de demande de cotation ; - Pas de factures pro formas ; - Pas de PV signé ; - Bordereau de livraison daté du 13 février 2013, soit avant le bon de commande.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Pour les DRP dont le montant est inférieur à 3 000 000 FCFA TTC pour les fournitures, adresser une demande de cotation à au moins cinq (5) fournisseurs conformément à la circulaire n°0004/PM/CAP/CP du 31 mars 2009 ; - Archiver les factures pro formas des

	<p>soumissionnaires conformément au Manuel de classement des documents des marchés des autorités contractantes élaboré par l'ARMP et à la circulaire n°0004/PM/CAP/CP du 31 mars 2009 ;</p> <ul style="list-style-type: none">- Pour les DRP dont le montant est inférieur à 3 000 000 FCFA TTC pour les fournitures, élaborer le procès verbal signé par la personne habilitée conformément à la circulaire n°0004/PM/CAP/CP du 31 mars 2009 ;- Elaborer et transmettre le bon de commande avant la livraison des fournitures.
Commentaires de la SIRN	<ul style="list-style-type: none">- Les recommandations seront prises en compte lors des prochaines DRP
Appréciation de l'Auditeur	Le Groupement GMS / SSPM maintient les constats et recommandations formulés.

DRP

Objet du marché : Assurance véhicules
Montant du marché 359 759 FCFA TTC
Références du titulaire (Nom/adresse complète) : TAIBA ASSURANCE
 NINEA 30083402V3
 Sacré Cœur 3 Pyr – lot 87 villa n°2337,
 Dakar

Rubrique	Constats et commentaires
Plan de passation de marchés	PPM validé et publié sur portail des marchés publics le 20 juin 2013. Marché inscrit au PPM publié.
Délai accordé pour le dépôt des offres	Pas de demande de cotation.
Dossier de consultation	Pas de demande de cotation.
Vérification de l'existence effective d'offres	Pas de factures pro formas archivées.
Procédure d'ouverture des offres	Pas de PV d'ouverture des plis
Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation	Pas de PV signé.
Publication sur le site des marchés publics de l'attribution	1 ^{er} Rapport trimestriel envoyé à la DCMP le 25 novembre 2013.
Documents contractuels	Lettre du Directeur Général de la SIRN datée du 7 décembre 2009, notifiant à TAIBA ASSURANCE sa désignation comme agent courtier de la SIRN au titre de l'exercice 2010. Réponse de TAIBA ASSURANCE le 17 décembre 2009.
Exécution du contrat	Coupons d'ASKIA Assurances du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2013 pour les véhicules suivants : Renault Laguna DK 9929 AG, Renault Laguna DK 2378 T, Mitsubishi DK 4280 AK, Mitsubishi Nativa DK 3401 AH.
Paielements	Facture n°009/01/2013 de TAIBA ASSURANCE d'un montant de 359 759 FCFA TTC du 16 janvier 2013 pour l'assurance de 4 véhicules : Renault Laguna DK 9929 AG essence, Renault Laguna DK 2378 T essence, Mitsubishi DK 4280 AK essence, Mitsubishi Nativa DK 3401 AH essence. Chèque SGBS d'un montant de 359 759 FCFA le 5 août 2013.
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Pas de demande de cotation ; - Pas de factures pro formas ; - Pas de PV signé.

Recommandations	<ul style="list-style-type: none">- Pour les DRP dont le montant est inférieur à 3 000 000 FCFA TTC pour les services, adresser une demande de cotation à au moins cinq (5) prestataires conformément à la circulaire n°0004/PM/CAP/CP du 31 mars 2009 ;- Archiver les factures pro formas des soumissionnaires conformément au Manuel de classement des documents des marchés des autorités contractantes élaboré par l'ARMP et à la circulaire n°0004/PM/CAP/CP du 31 mars 2009 ;- Pour les DRP dont le montant est inférieur à 3 000 000 FCFA TTC pour les services, élaborer le procès verbal signé par la personne habilitée conformément à la circulaire n°0004/PM/CAP/CP du 31 mars 2009.
Commentaires de la SIRN	<ul style="list-style-type: none">- Les recommandations seront prises en compte lors des prochaines DRP
Appréciation de l'Auditeur	Le Groupement GMS / SSPM maintient les constats et recommandations formulés.

APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO)

Références du marché F1794/13
Objet du marché : Acquisition de deux véhicules
Montant du marché 58 858 000 FCFA TTC
Références du titulaire LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE
(Nom/adresse complète) : Km 2.5 Boulevard du Centenaire de la Commune de Dakar

RUBRIQUE	Constats et commentaires
Plan de passation de marchés	PPM validé et publié sur le portail des marchés publics le 20 juin 2013. Marché inscrit au PPM publié.
Avis général de passation de marchés	Marché inscrit dans AGPM publié dans « Le Soleil » du 27 juin 2013.
Revue du dossier d'appel d'offres	DAO en 2 lots : <ul style="list-style-type: none"> Lot 1 : 1 véhicule de Direction, 4 x4 station wagon ; Lot 2 : 1 véhicule de Service, 4 x4 station wagon.
Publicité	<p>Avis d'appel d'offres publié le 1^{er} juin 2013.</p> <p>Avis d'appel d'offres publié avant la publication du PPM (20 juin 2013) et celle de l'avis général de passation des marchés (27 juin 2013).</p> <p>Ouverture des plis prévue : 2 juillet 2013 ; Délai de publication initial : 31 jours ; Avis de report de la date limite de soumission publié le 29 juin 2013 ; Nouvelle date d'ouverture des plis : 30 juillet 2013.</p>
Ouverture des offres	<p>PV d'ouverture des plis le 30 juillet 2013 à la SIRN à 10h00.</p> <p>Commission des marchés qui a ouvert :</p> <ul style="list-style-type: none"> Madame Alimatou Sadiha Diouf FALL, présidente, Madame Mariama Thior DIOP, membre, Madame Yaye Diambal Sène SOW, membre, Monsieur Mouhamed Gorgui Seyni POUYE, membre, Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes, Monsieur Assane YADE, membre, contrôle financier, Madame Henriette Astou NDIAYE membre cellule de passation des marchés, Monsieur Abdoulaye MAR, coordonnateur cellule de passation des marchés. <p>Les soumissionnaires (CCBM AUTOMOBILE, LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE) sont représentés à l'ouverture des plis.</p> <p><u>Lot 1 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE, 22 600 000 FCFA HT, soit 26 668 000 FCFA TTC CCBM AUTOMOBILE, 32 000 000 FCFA HT, soit 40 000 000 FCFA TTC

	<p><u>Lot 2 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE, 20 500 000 FCFA HT, soit 24 190 000 FCFA TTC • CCBM AUTOMOBILE, 13 500 000 FCFA HT, soit 17 000 000 FCFA TTC <p>Pas de preuve de transmission des PV d'ouverture des plis aux candidats.</p>
Evaluation des offres et proposition d'attribution provisoire	<p>Rapport Evaluation des offres fait le 6 août 2013. L'offre de CCBM n'est pas conforme aux spécifications techniques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour le lot 1 : 5 places au lieu de 7 places, puissance fiscale non conforme ; • Pour le lot 2 : 5 places au lieu de 7 places, garde au sol non conforme. <p>L'offre de LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE est conforme.</p> <p>PV attribution le 19 août 2013.</p> <p>Délai entre la date ouverture des plis et la date d'attribution : 20 jours supérieurs à 15 jours.</p> <p>Commission des marchés qui a attribué :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Madame Alimatou Sadiha Diouf FALL, présidente, • Madame Mariama Thior DIOP, membre, • Madame Yaye Diambal Sène SOW, membre, • Monsieur Mouhamed Gorgui Seyni POUYE, membre, Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes, • Monsieur Assane YADE, membre, contrôle financier, • Madame Henriette Astou NDIAYE membre cellule de passation des marchés, • Monsieur Abdoulaye MAR, coordonnateur cellule de passation des marchés. <p>Attribution: LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lot 1 : 22 600 000 FCFA HT, soit 26 668 000 FCFA TTC ; • Lot 2 : 20 500 000 FCFA HT, soit 24 190 000 FCFA TTC <p>Offres archivées.</p> <p>Lettre de notification de l'attribution provisoire adressée à LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE le 20 août 2013.</p> <p>Lettre d'information du rejet de l'offre adressée à CCBM AUTOMOBILE le 20 août 2013.</p> <p>Cautions de soumission non restituées.</p>
Publication de l'attribution provisoire	L'avis d'attribution publié le 24 août 2013 dans Le Soleil.
Recours	<p>Recours gracieux de CCBM AUTOMOBILE reçu le 5 juin 2013. Le recours porte sur le nombre de places demandé dans le DAO (7 places) jugé discriminatoire pour certains soumissionnaires.</p> <p>Réponse de la SIRN en date du 10 juin 2013 confirmant le</p>

	nombre de places demandé.
Revue du marché	<p>Contrat signé le 9 septembre 2013 par le Directeur Administratif et du Personnel et approuvé par le Directeur Général.</p> <p>Contrat enregistré aux impôts.</p> <p>Attestation d'existence de crédit délivré par le Chef de Service Finances Madame Diambal Sène SOW le 30 septembre 2013 pour un montant de 50 858 000 FCFA TTC.</p> <p>Garantie de bonne exécution non reçue.</p>
Approbation et notification du marché	<p>Date attribution : 24 août 2013 ;</p> <p>Date de souscription : 9 septembre 2013 ;</p> <p>Durée entre attribution et souscription du marché : 16 jours.</p> <p>Date d'approbation : 30 septembre 2013 ;</p> <p>Durée entre approbation et souscription : 21 jours.</p> <p>Demande d'immatriculation : 30 septembre 2013 ;</p> <p>Immatriculation : 3 octobre 2013 ;</p> <p>Notification du marché reportée par courrier du 31 décembre 2013.</p> <p>Nouvelle date de notification : 31 mars 2014.</p> <p>Date de début des délais d'exécution : 7 avril 2014.</p> <p>Délai d'exécution : 30 jours.</p>
Publication de l'attribution définitive	Avis d'attribution définitive publié le 11 décembre 2013.
Exécution du marché	<p>Bordereau de livraison d'un (1) véhicule PAJERO GLX immatriculé DK 8643AT le 18 avril 2014.</p> <p>Le Second véhicule n'est pas livré.</p> <p>Délais d'exécution du marché non respectés (plus de 11 mois de retard pour la livraison du second véhicule).</p>
Paielements	Facture n°F1794/13 reçue le 18 avril 2014 d'un montant de 26 668 000 FCFA TTC.
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> • Avis d'appel d'offres publié (1^{er} juin 2013) avant la publication du PPM sur le portail des marchés publics (20 juin 2013) et celle de l'avis général de passation des marchés (27 juin 2013) ; • Pas de preuve de transmission des PV d'ouverture des plis aux candidats ; • Délai entre la date ouverture des plis et la date d'attribution (20 jours) supérieur à 15 jours ; • Cautions de soumission non restituées ; • Garantie de bonne exécution non reçue ; • Délais d'exécution du marché non respectés (plus de 11 mois de retard pour la livraison du second véhicule); • Pas de preuves de paiements (chèques) archivées.
Recommandations	<p>- Ne pas engager aucune procédure de passation des marchés avant la publication du plan de passation des marchés et de l'avis général de passation des</p>

	<p>marchés conformément aux article 6 et 56 du code des marchés publics ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Transmettre le PV d'ouverture des plis à tous les candidats conformément à l'article 67 du code des marchés publics ; - Attribuer les marchés dans les délais maximums prévus (15 jours) conformément à l'article 70 du code des marchés publics ; - Restituer aux soumissionnaires les cautions de soumission reçues dès l'attribution provisoire du marché conformément à l'article 83 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics ; - Exiger la fourniture de la garantie de bonne exécution dans les 14 jours suivant la réception de la notification du marché conformément aux articles IC 42, CCAG 17 et CCAP 17.1 du DAO ; - Faire respecter les délais d'exécution contractuels et appliquer les pénalités de retards au besoin.
Commentaires de la SIRN	<ul style="list-style-type: none"> - Conformément au courrier du 28 février 2013, le PPM a bien été établi et envoyé à l'ARMP. N'ayant pas reçu de réponse, ni d'objection, l'autorité contractante ainsi que la commission des marchés ont entamé les différentes consultations. Suite à la rencontre du président de la commission des marchés avec un agent de la DCMP, il a été décidé d'envoyer les actes de nomination à la DCMP et de reporter la procédure d'appel d'offres. Ainsi, pour être conforme, l'Avis Général de Passation des Marchés AGPM) a été publié dans « Le Soleil » du 27 juin 2013. Et le mail a été envoyé le 16 juillet 2013 à la DCMP. Ainsi, l'appel d'offres a été reporté par avis publié les 29 et 30 juin 2013. C'est seulement le 23 juillet 2013 (plus d'un mois après le courrier de la SIRN) que la DCMP a réagi aux différents courriers envoyés depuis le début de l'année, pour émettre des observations à la SIRN. - Pour les autres constats (transmission PV ouverture des plis, délai entre la date d'ouverture des plis et la date d'attribution, caution de soumission, garantie de bonne exécution), les recommandations seront prises en compte lors des prochains AOO. - Deuxième véhicule non disponible.
Appréciation de l'Auditeur	Le Groupement GMS / SSPM maintient les constats et recommandations formulés.

Annexe 2 :
REPONSE DE LA SIRN SUR LE RAPPORT PROVISOIRE